Le regard d'un Alsacien sur l'élaboration de la paix

L'abbé Émile Wetterlé et la question du « Rhin français » (janvier-juin 1919)

Thomas Schuler

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/1742>

DOI : 10.4000/allemande.1742

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2013

Pagination : 419-432

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Thomas Schuler, « Le regard d'un Alsacien sur l'élaboration de la paix », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 45-2 | 2013, mis en ligne le 29 juillet 2019, consulté le 19 mai 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/allemande/1742> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.1742>

Le regard d'un Alsacien sur l'élaboration de la paix L'abbé Émile Wetterlé et la question du « Rhin français » (janvier-juin 1919)

■ Thomas Schuler*

Le 11 novembre 1918, l'annonce de l'armistice et de la victoire de l'Entente provoque une vive émotion à travers la France qui sort de quatre années de guerre. Les jours suivants, les troupes françaises continuent leur progression en Alsace-Lorraine qui est peu à peu évacuée par l'armée allemande. Lorsqu'ils atteignent Mulhouse, Colmar, Metz puis enfin Strasbourg, les poilus y reçoivent un accueil triomphal. Leur arrivée marque également la fin des troubles révolutionnaires qui agitent la région. Suite à ces célébrations, se pose la question d'établir une paix durable et de garantir, entre autres décisions, la sécurité de la France face à une nouvelle attaque allemande.

La Conférence de la paix qui s'ouvre à Paris le 18 janvier 1919 doit répondre à ces attentes : les Alliés s'y retrouvent afin d'élaborer des conditions de paix satisfaisantes à imposer à l'Allemagne et aux autres vaincus. Outre la réintégration officielle de l'Alsace-Lorraine, les revendications françaises portent principalement sur le sort de la Rhénanie. Dans les milieux politiques et intellectuels parisiens, et même au sein de la délégation diplomatique française conduite par Georges Clemenceau, une idée trouve un large écho : la rive gauche du Rhin doit être détachée de l'Allemagne et constituer un État indépendant sur le plan politique mais lié économiquement à la France et occupé de manière indéfinie par les forces de l'Entente⁽¹⁾. Ainsi, cette « frontière du Rhin » est perçue dans les esprits comme une limite naturelle qui, si elle est tenue par les troupes alliées, doit assurer cette protection recherchée et éviter une nouvelle dévastation du Nord-Est de la France.

* Titulaire d'un master en histoire contemporaine de l'université de Strasbourg.

1 Se rapporter, en particulier, à Jacques BARIÉTY, « Le Comité d'études du Quai d'Orsay et la frontière rhénane (1917-1919) », et à Fernand L'HUILLIER, « Le mythe français du Rhin, 1918-1923 », in : Christian BAECHLER et Carole FINK, *L'établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales*, Actes des colloques de Strasbourg et de Montréal, juin et septembre 1995, Berne/ Berlin/ New York, Peter Lang, 1996, p. 251-262 et 263-279.

Les prétentions françaises dans les territoires rhénans intéressent l'abbé Émile Wetterlé, prêtre alsacien et ancien député au *Reichstag*, dont la francophilie manifeste l'avait conduit à figurer sur les listes noires de l'administration allemande. En juillet 1914, à l'approche de la guerre, la menace d'être incarcéré l'a contraint à quitter l'Alsace-Lorraine afin de rejoindre la France⁽²⁾. De retour à Colmar à la fin de l'année 1918, il y fonde *Le Rhin français*, quotidien catholique en langue française au titre évocateur : cette appellation signifie que la France, en retrouvant l'Alsace-Lorraine, a également regagné sa frontière sur le Rhin qu'elle avait obtenue au ^{xvii}e siècle puis tenue jusqu'en 1871. Le choix de ce titre implique également un soutien aux revendications en Rhénanie, occupée et administrée depuis le mois de décembre 1918 par les troupes de l'Entente comme le préoyaient les conventions d'armistice. Dans *Le Rhin français*, Wetterlé, qui en est le directeur politique, et ses collaborateurs suivent de près l'élaboration de la paix. Ils n'hésitent pas à utiliser des procédés de justification, parfois surprenants, afin de convaincre leurs lecteurs de la nécessité de la cause rhénane.

Toutefois, au cours des mois de négociations, les solutions envisagées pour la rive gauche du Rhin sont peu à peu écartées par les plénipotentiaires de la Conférence de la paix : les alliés de la France craignent qu'en perdant la Rhénanie, l'Allemagne ne soit trop affaiblie. Le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, ne prévoit qu'une prolongation temporaire de l'occupation de la rive gauche du Rhin et l'administration du Territoire du Bassin de la Sarre par la France. Ces décisions suscitent l'incompréhension et la déception des défenseurs des revendications initiales.

À travers des éditoriaux et des articles parus dans *Le Rhin français*, il est possible de suivre l'opinion d'Émile Wetterlé concernant l'élaboration, entre janvier et juin 1919, des conditions de paix prévues pour l'Allemagne. Il s'agit également de découvrir son implication dans la défense de la « frontière du Rhin », les arguments qu'il a pu avancer afin de la justifier auprès de ses lecteurs, puis les raisons qui selon lui ont conduit à l'abandon de cette revendication. Afin de compléter l'analyse des points de vue de Wetterlé, cette étude est suivie de la retranscription d'un éditorial, daté du 20 juin 1919 et dans lequel le directeur du *Rhin français* commente le futur traité de paix.

1. La question rhénane : cause politique et sujet journalistique

De son exil en France entre 1914 et 1918 jusqu'à la parution du *Rhin français*, Émile Wetterlé s'engage progressivement en faveur de la question rhénane.

Les engagements d'un prêtre patriote

Né à Colmar le 2 avril 1861, Émile Wetterlé a reçu une éducation française puis, après l'annexion de l'Alsace-Lorraine, a continué son cursus scolaire dans le Territoire de Belfort puis en Provence. Il choisit de s'engager vers une vie religieuse et poursuit ses études au noviciat dominicain de Saint-Maximin du Var, à l'Université de Salamanque, en Espagne, puis au Grand Séminaire de Strasbourg. Il achève sa formation en 1885 à l'Université

2 Pour les autorités allemandes, les personnalités de premier plan ou les simples citoyens ayant affiché une sympathie trop prononcée envers la France représentaient, surtout en Alsace-Lorraine, une menace dans le conflit à venir. Ceux qui n'ont pas eu la possibilité de fuir comme Wetterlé avant la déclaration de guerre ont été arrêtés puis envoyés dans des pénitenciers, des résidences et des forteresses à travers l'Empire allemand.

d'Innsbruck. Il est ordonné prêtre la même année. Nommé vicaire en septembre 1890 dans la paroisse de Saint-Joseph à Mulhouse, Wetterlé fait également ses premiers pas dans le journalisme en collaborant d'abord à la rédaction de la *Revue catholique d'Alsace*, en lançant ensuite deux petites brochures catholiques puis en participant à la fondation du *Mülhauser Volksblatt* dirigé par l'abbé Henri Cetty, curé de Saint-Joseph. Wetterlé prend par ailleurs la direction du *Journal de Colmar* à partir de 1893.

Il s'engage en politique lors des élections cantonales de 1897 en devenant conseiller général du canton de Colmar. Il est élu député de Haute-Alsace au *Reichstag* l'année suivante pour la circonscription de Ribeauvillé. Il siège au Parlement à Berlin sous l'étiquette de l'*Elsaß-Lothringische Landespartei* qui devient en 1906 le Centre alsacien-lorrain, parti catholique⁽³⁾. Dans un premier temps, le député défend une politique modérée à l'égard des autorités afin de les engager à réformer le statut de l'Alsace-Lorraine pour qu'elle puisse jouir de la même autonomie que celle des États fédérés de l'Empire allemand. Cependant, les positions d'Émile Wetterlé se radicalisent à partir de 1908 face à l'influence croissante du mouvement pangermaniste dans les décisions gouvernementales. Il s'oppose de plus en plus à la politique de germanisation et transforme le *Journal de Colmar* en un titre de presse, sous le nom de *Nouvelliste d'Alsace-Lorraine*, qui est plus pugnace à l'égard des pangermanistes. Wetterlé dénonce leurs discours arrogants à l'encontre des minorités du *Reich*, notamment les Alsaciens et les Lorrains.

Au cours du mois de juillet 1914, les relations entre les puissances européennes se dégradent. Menacé d'être arrêté par l'administration allemande à l'approche de la guerre, Wetterlé prend ses précautions et décide de quitter Colmar le 25 juillet. Il se réfugie en Suisse puis rejoint la France quelques semaines plus tard.

Installé à Paris durant le conflit, il sert la propagande française à travers des publications, des interventions dans la presse et des réunions publiques. Pour ses lecteurs et son auditoire, il correspond bien à l'image idéalisée et enjolivée de l'Alsacien resté fidèle à la France même quarante ans après l'annexion. Wetterlé contribue par ailleurs aux travaux de la Conférence d'Alsace-Lorraine, organisation qui a pour objectif de prévoir la réintégration politique et administrative des « provinces perdues » en cas de victoire de l'Entente⁽⁴⁾.

L'abbé est également membre d'une association nationaliste, le Comité de la rive gauche du Rhin, fondée en 1915. À travers des conférences et des brochures, l'organisation défend les projets de la « frontière rhénane » et souhaite les promouvoir au sein de la société. Présidé par Joseph-Louis Bonnet, le chef de file des radicaux et radicaux-socialistes parisiens, ce « comité d'initiative » agit indépendamment du gouvernement français et réunit en 1917 trente-cinq membres dont divers élus, des militaires, des journalistes et des universitaires, notamment des historiens⁽⁵⁾. Dans cette association se trouve également Daniel Blumenthal, ancien maire de Colmar. Si le nom d'Émile Wetterlé est

3 Christian BAECHLER, *Le parti catholique alsacien, 1890-1939: Du Reichsland à la République jacobine*, Paris, 1982, p. 95.

4 Émile Wetterlé fut l'un des initiateurs du classement des populations établies en Alsace-Lorraine en quatre catégories afin de distinguer les « vrais » Alsaciens-Lorrains des fonctionnaires et migrants allemands venus s'installer dans la région après 1871.

5 Joseph-Louis BONNET et le Comité de la Rive gauche du Rhin, *Les restitutions, réparations, sanctions et garanties à imposer à l'Allemagne*, Paris, s.d., 11 p.

mentionné dans les brochures éditées par le comité⁽⁶⁾, l'implication réelle de l'abbé dans ses activités n'est encore pas bien établie. Toutefois, la question du sort de l'Allemagne, et par conséquent celle de la rive gauche du Rhin, est un des sujets qui animent les conférences qu'il tient dans d'autres sphères. Sa présence dans le comité de Joseph-Louis Bonnet souligne l'intérêt qu'il porte aux revendications françaises en Rhénanie.

Le Rhin français, *une nouvelle tribune*

La signature de l'armistice de Rethondes met également fin à la censure allemande de la presse alsacienne et lorraine germanophone; les journaux en langue française, interdits depuis l'été 1914, peuvent quant à eux reparaitre à la fin novembre 1918. Le retour de l'administration française, qui se fait le 15 novembre avec la création du Haut-commissariat de la République, suscite un engouement patriotique.

Dans ce contexte, l'abbé Wetterlé rentre à Colmar et y fonde *Le Rhin français* afin d'exalter ce patriotisme et de défendre une assimilation progressive aux lois françaises. Le nouveau quotidien constitue alors une nouvelle tribune politique pour son directeur et propriétaire, ce qui provoque l'agacement de ses détracteurs. Dans un article, un des collaborateurs anonymes de Wetterlé relève cet agacement et ironise :

« 'L'Alsace royaume de M. Wetterlé !' La formule qui fera pouffer de rire le roi présumé, est de M. Peirottes. Elle est originale et fait honneur à l'imagination de M. le maire de Strasbourg, mais seulement à son imagination. [...] M. Peirottes est hanté de la crainte que l'abbé Wetterlé n'abuse de l'influence, très réelle certainement, mais aussi très légitime, que ses lumières et ses services lui ont valu dans les régions gouvernementales, pour faire régner en Alsace ses idées et opprimer celles des autres »⁽⁷⁾.

Le Rhin français est publié par la Société d'édition de Haute-Alsace qui est étroitement liée au puissant parti catholique alsacien, l'Union Populaire Républicaine, constituée en février 1919⁽⁸⁾. Le journal compte 10 000 abonnés à ses débuts. Son titre est modifié et devient *Le Nouveau Rhin français* à partir du 1^{er} avril 1919. Les raisons de ce changement sont liées à la détention légale du titre originel par un éditeur de Saint-Quentin, dans la Somme, qui publiait un journal éponyme jusqu'à la destruction de son imprimerie au cours de la guerre. Wetterlé compatit, et cette situation lui permet de rappeler les ravages que le nord de la France a subi, avant d'ajouter : « Nous n'avons cependant pas voulu dérouter nos lecteurs en changeant complètement de titre. Le Rhin est de nouveau français, après l'avoir été si longtemps. Le programme de nos revendications devient une question de fait »⁽⁹⁾.

Le traitement de la question et de l'information

La cause rhénane fait sa première apparition dans *Le Rhin français* par une série de cinq articles intitulés « La rive gauche du Rhin », numérotés de I à V et publiés entre le 15 et le 25 janvier 1919. Ces articles sont de simples retranscriptions d'écrits

6 Le Comité de la rive gauche du Rhin est une association mal connue et dont une dizaine de brochures ont été répertoriées. Une étude plus approfondie de cette association est à souhaiter.

7 *Le Nouveau Rhin français* du 8 mai 1919, n° 106, p. 1, « Au hasard de la plume ».

8 Ch. BAECHLER, *Le parti catholique alsacien* (note 3), p. 239.

9 *Le Rhin français* du 26 mars 1919, n° 72, p. 1, « Notre nouveau titre: Le Nouveau Rhin français » (éditorial).

et de déclarations de diverses personnalités françaises dans d'autres journaux tels que *L'Écho de Paris*, *Le Petit Parisien* ou *Le Temps*.

La réputation qu'il s'est forgée en France durant la guerre permet à l'abbé Wetterlé d'être lui-même interrogé sur cette question par un quotidien parisien. *Le Rhin français* relate son intervention :

« *La Libre Parole* continue son enquête sur la question de la rive gauche du Rhin. Appelé à donner son avis, M. Wetterlé, notre directeur, a répondu : "Toutes les guerres des siècles passés proviennent de la même cause. La France avait perdu sa frontière naturelle du nord-est : le Rhin. Il faut qu'elle la retrouve. Pour l'heure, elle doit, avant tout, exiger sa frontière de 1814. Quant au reste, je suis convaincu que les Rhénans demanderont eux-mêmes dans quelques mois leur retour à la France et alors personne ne pourra plus s'opposer, au nom du droit qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes, à cette juste revendication. Un peu de patience et la vieille Gaule sera, de nouveau, ce qu'elle était au temps de César" »⁽¹⁰⁾.

Suite à la publication de cette série de retranscriptions, la rédaction du *Rhin français* s'investit de manière plus directe dans le traitement de la question rhénane. Dès la fin du mois de janvier, apparaissent des éditoriaux que Wetterlé rédige lui-même, ainsi que des articles de ses collaborateurs anonymes. Leur objectif est de défendre au mieux les revendications françaises en Rhénanie, d'apporter un soutien à la délégation française et de commenter l'actualité des discussions de la Conférence de la paix.

2. La défense et la justification des revendications

Afin de justifier la nécessité de la cause rhénane et de convaincre ses lecteurs, la rédaction du *Rhin français* avance plusieurs arguments qui peuvent faire sourire le lecteur d'aujourd'hui. Certaines démonstrations relèvent de la stratégie, d'autres sont d'ordre économique. L'histoire de la France et celle de la Rhénanie sont également mises à contribution.

Une nécessité stratégique

Dans son éditorial du 29 janvier 1919, Émile Wetterlé s'intéresse à la question du bassin de la Sarre, riche région houillère qui peut garantir à la France voisine un approvisionnement non négligeable de matières énergétiques. Le directeur du *Rhin français* se préoccupe également des garanties militaires que présente le contrôle de ce territoire ainsi que de toute la Rhénanie. « La sécurité et la prospérité de la Patrie doivent dominer tout le débat », affirme-t-il⁽¹¹⁾. Il continue plus loin :

« Il faut que, pour l'avenir, la zone dangereuse, celle où les premières rencontres entre les armées ennemies se produiront, soit reculée. Sans cela, nos provinces redeviendront le théâtre de luttes sanglantes et de dévastations, qui nous ruineront de nouveau »⁽¹²⁾.

Souhaiter un recul de cette « zone dangereuse » revient à dire que le Rhin et sa rive gauche doivent constituer un glacis, une zone tampon qui permettrait d'éviter que le territoire français soit à nouveau ravagé en cas d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne, comme l'ont été la ville de Strasbourg en 1870 et le nord de la France à partir de 1914.

10 *Le Rhin français* du 16 janvier 1919, n° 13, p. 1-2, « La rive gauche du Rhin – II ».

11 *Le Rhin français* du 29 janvier 1919, n° 24, p. 1, « Le bassin de la Sarre » (éditorial).

12 *Ibid.*

Wetterlé tente de justifier davantage la nécessité de cette ligne protectrice du Rhin dans son éditorial du 10 avril :

« La France a porté le poids principal de la guerre et ses départements du Nord ont été abominablement dévastés. Si on ne prend pas les mesures de précaution qui s'imposent, la sécurité de la France sera de nouveau compromise et avec la sienne celle de tous les pays alliés. La rive gauche du Rhin fut toujours la citadelle du militarisme prussien. C'est de là que sont parties toutes les invasions. C'est là qu'il faut pousser le verrou devant la porte par laquelle les barbares se sont précipités sur leur victime de prédilection » ⁽¹³⁾.

Après la défaite de 1870 puis les mouvements d'août 1914, la rive gauche du Rhin est considérée comme une région qui permet aux troupes allemandes de s'y concentrer massivement avant de lancer leurs offensives en direction des territoires français ou belges.

Les raisons économiques

Les destructions matérielles, qui ont résulté des combats et des bombardements sur le Front de l'Ouest, posent la question des réparations. Wetterlé écrit toujours le 10 avril : « [...] il faut que la France, ruinée par l'invasion, soit dédommée et que ses frontières du nord-est soient mises à l'abri d'un nouveau coup de main » ⁽¹⁴⁾. Selon lui, les revendications sur la rive gauche du Rhin présentent également un aspect de compensation financière et peuvent pallier le manque de ressources. Il affirme dès le 29 janvier :

« Les revendications de la France se basent encore sur l'intérêt économique du pays. À l'industrie française manquent 20 millions de tonnes de charbon par an. Ce déficit augmentera de 17 millions de tonnes, par suite des besoins des établissements industriels d'Alsace et de Lorraine. Or, dans le bassin de la Sarre nous trouverons une vingtaine de millions de tonnes, qui nous affranchiront pour autant des dangers et des charges de l'importation du combustible. [...] Il serait dès lors coupable de faire campagne contre une rectification de frontière qui s'impose » ⁽¹⁵⁾.

Au début de l'année 1919, la question de la Sarre n'est pas encore perçue comme pouvant déboucher sur la création d'un territoire placé sous mandat français, tel que le traité de Versailles le prévoit six mois plus tard. Lorsque Wetterlé écrit ses lignes, il est persuadé qu'il est possible pour la France de revendiquer, en plus de l'Alsace-Lorraine, de nouvelles frontières et d'annexer les territoires qu'elle convoite. Pour justifier cette éventuelle annexion, le directeur du *Rhin français* s'appuie sur des faits historiques.

L'affirmation de droits historiques

Le bassin de la Sarre correspond de manière approximative à un ancien territoire français. Il s'agit de la région de Sarrelouis, ville-forteresse construite par Louis XIV en 1680 et dont l'arrière pays a été acquis sous le règne de Louis XV lors du rattachement des duchés de Lorraine et de Bar au Royaume de France en 1766. Sous la Révolution et l'Empire, le territoire faisait partie du département de la Moselle, et jouxtait les départements de la rive gauche du Rhin que la France avait acquise à partir de 1795.

13 *Le Nouveau Rhin français* du 10 avril 1919, p. 1, « Les questions essentielles » (éditorial).

14 *Ibid.*

15 *Le Rhin français* du 29 janvier 1919, n° 24, p. 1, « Le bassin de la Sarre » (éditorial).

En 1919, afin de justifier les revendications sur le charbon sarrois, Émile Wetterlé met en avant le passé français de cette région :

« Cette ‘annexion’, ou plutôt cette réintégration est d’une nécessité absolue. L’ancienne frontière française englobait Sarrelouis, ville fondée par Louis XIV, Sarrebruck et Landau. En 1814, les ennemis de la France l’avaient respectée. Ce n’est qu’en 1815 que la Prusse annexa cette bande de terrain. Quand les dirigeants actuels de la République revendiquent la restitution du bassin minier de la Sarre, ils n’exercent donc qu’un droit de reprise »⁽¹⁶⁾.

L’abbé Wetterlé fait allusion ici aux deux traités de Paris qui ont suivi la chute de l’Empire. Le 30 mai 1814, suite à la première abdication de Napoléon, un premier traité fut signé et ramena le territoire français à ses limites de 1792, soit avant les conquêtes territoriales révolutionnaires et napoléoniennes, notamment en Rhénanie. Ainsi, la Sarre mosellane demeurait française à l’instar de Landau qui faisait partie du département du Bas-Rhin. Au lendemain de l’épisode des Cent-Jours et de la bataille de Waterloo, un second traité fut signé le 20 novembre 1815 et enleva ces deux régions à la France : Landau fut rattachée au Palatinat du Rhin au sein du Royaume de Bavière, Sarrelouis et Sarrebruck, à la province rhénane du Royaume de Prusse.

Wetterlé réclame, comme le Comité de la rive gauche du Rhin avant lui, que le second traité de Paris soit annulé et que la France retrouve sa frontière de 1814 qui comprenait la Sarre. Par ailleurs, l’affirmation de ces droits historiques, qui présente alors un intérêt économique, peut également être employée pour justifier la ligne protectrice du Rhin :

« Lorsqu’en 1815, les Alliés eurent définitivement abattu la France à Waterloo, ils exigèrent d’elle [...] des remaniements de frontières qui leur ouvraient perfidement de nouvelles voies d’invasion [...] »⁽¹⁷⁾.

Ainsi, en perdant d’abord la rive gauche du Rhin puis sa frontière de 1814, la France aurait été, selon le quotidien, à la merci des offensives allemandes de 1870 puis de 1914.

Si dans l’entrevue qu’il a accordée à *La Libre Parole*, Wetterlé a affirmé que « [...] la vieille Gaule sera, de nouveau, ce qu’elle était au temps de César », il semble, au courant de l’année 1919, avoir abandonné l’idée de voir l’ensemble de la rive gauche du Rhin être rattaché à la France comme elle l’a été sous la Révolution et le Premier Empire. Si elle a été avancée entre 1915 et 1917 par des historiens tels qu’Ernest Babelon⁽¹⁸⁾ ou Paul Marmottan⁽¹⁹⁾ qui insistaient sur le passé gallo-romain, franc puis français de la Rhénanie, cette revendication ne trouve plus en 1919 autant de soutiens qu’auparavant⁽²⁰⁾.

16 *Ibid.*

17 *Le Nouveau Rhin français* du 8 mai 1919, n° 106, p. 1, « Un peu d’Histoire : Le Rhin protecteur ».

18 Ernest Babelon (1854-1924), professeur au Collège de France, archiviste-paléographe, auteur d’une publication nationaliste conséquente, *La grande question de l’Occident*, en trois tomes qui retracent les liens, parfois prétendus, que la France et la Rhénanie ont entretenus depuis l’Antiquité.

19 Paul Marmottan (1856-1932), spécialiste de l’art et de l’histoire du Premier Empire. Il fut très attaché à défendre les « droits séculaires » de la France afin de justifier les revendications sur l’ensemble de la Rhénanie.

20 Se rapporter, en particulier, à Peter SCHÖTTLER, « Le Rhin comme enjeu historiographique dans l’entre-deux-guerres. Vers une histoire des mentalités frontalières », *Genèses*, n° 14, 1994, p. 63-82.

3. Échecs et désillusions

Les revendications françaises en Rhénanie ne se sont pas concrétisées à l'issue de la Conférence de la paix : la rive gauche du Rhin demeure politiquement et économiquement liée au territoire allemand ; Landau et Sarrelouis ne sont pas attribuées à la France. Le traité est remis le 9 mai 1919 à la délégation allemande puis il est signé le 28 juin au château de Versailles. La rédaction du *Rhin français* avance les raisons de ce qu'elle juge comme un échec.

La responsabilité des Alliés

Durant les négociations du traité de paix, Émile Wetterlé considère que la Conférence de Paris ne va pas dans le sens espéré. Il écrit le 10 avril :

« On est en train, dans les milieux diplomatiques, de saboter la victoire. Que certaines vieilles rivalités aient pu surgir entre les gouvernements alliés, au moment du règlement définitif des conditions de paix, il n'y a pas lieu d'en manifester une grande surprise. Toutes les nations sont naturellement égoïstes [...] » ⁽²¹⁾.

Selon lui, les délégations britannique et américaine sont les responsables de l'abandon progressif de la cause rhénane dans les discussions. Wetterlé s'agace et estime que la Grande-Bretagne, « fidèle à sa politique séculaire, redoute surtout que, sur le continent, un impérialisme en remplace un autre » : pour les Britanniques, l'affaiblissement de l'Allemagne et les projets rhénans risquent de « trop fortifier la situation de la France » ⁽²²⁾. L'abbé Wetterlé met par ailleurs en cause le Président des États-Unis, Woodrow Wilson :

« Quant à M. Wilson, cantonné dans le bastion de ses 14 propositions, il n'admet pas que, même pour nous assurer contre le retour de nouvelles guerres mondiales, on puisse écorner les dogmes qu'il a proclamés » ⁽²³⁾.

Il est sans doute important de signaler que la Conférence de Paris s'est faite en anglais, alors que le français est habituellement la langue utilisée pour la diplomatie. Ce détail linguistique et symbolique indique que cette paix est celle des Anglo-Saxons au détriment de la France qui accueille pourtant la conférence.

Un choix pragmatique face à de nouvelles craintes

La rédaction du *Rhin français* met en avant un autre point qui peut expliquer l'échec de la cause rhénane. Un article non signé et daté du 8 mars dénonce une attitude incertaine de la part des plénipotentiaires alliés :

« Il serait excessif de dire que la continuité des vues et la persistance dans les desseins soit ce qui caractérise précisément la politique des Alliés vis-à-vis de l'Allemagne depuis la cessation des hostilités. Cette politique a visiblement oscillé entre deux craintes opposées, celle d'une Allemagne redevenant impérialiste et celle d'une Allemagne bolcheviste » ⁽²⁴⁾.

21 *Le Nouveau Rhin français* du 10 avril 1919, n° 85, p. 1, « Les questions essentielles » (éditorial).

22 *Le Nouveau Rhin français* du 20 juin 1919, n° 141, p. 1, « Le traité de paix » (éditorial).

23 *Ibid.*

24 *Le Nouveau Rhin français* du 8 mars 1919, n° 57, p. 2, « Il serait temps d'en finir ».

L'avenir politique de l'Allemagne inquiète. Ce n'est que peu avant l'ouverture de la Conférence de Paris qu'ont eu lieu la Révolution allemande de novembre 1918 et le soulèvement spartakiste à Berlin de janvier. Par ailleurs, la Bavière connaît entre avril et mai 1919 la formation de conseils d'ouvriers et de soldats.

Sans que cet article ne l'affirme, la crainte d'une contagion révolutionnaire joue sans doute un rôle important dans l'abandon des projets rhénans. En effet, face aux incertitudes de l'avenir, il est préférable pour l'Entente que l'Allemagne puisse résister aux mouvements communistes qui agitent à cette époque la Russie et une partie de l'Europe centrale, notamment la Hongrie. Les revendications françaises sur la rive gauche du Rhin sont alors écartées pour éviter que l'ancien *Reich*, déjà animé par un esprit de revanche depuis la défaite, ne bascule davantage dans la révolution.

Conclusion

Dans son éditorial du 20 juin 1919, retranscrit ci-après, Émile Wetterlé estime que le futur traité de paix, « tel qu'il se présente » lui donne « une satisfaction relative ». Après avoir défendu les prétentions françaises en Rhénanie au cours des mois de négociations du traité, le directeur du *Rhin français* semble accepter le non aboutissement de ces revendications. En effet, l'occupation de la rive gauche du Rhin et la création du Territoire du Bassin de la Sarre, même si elles ne sont que temporaires, répondent en partie à la question de la sécurité du territoire et à celle des réparations.

De plus, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, officialisé par le traité de Versailles, est certainement la décision qui paraît la plus importante aux yeux de Wetterlé. Malgré l'échec de la cause rhénane, telle qu'elle était défendue initialement, il ne conteste pas l'impuissance des autorités françaises face à leurs alliés britanniques et américains lors de la Conférence de la Paix. Son intérêt est de servir au mieux la France. L'abbé Wetterlé s'investit à nouveau dans la politique alsacienne et française en se présentant aux élections législatives de novembre 1919. Il devient alors député du Haut-Rhin, fonction qu'il occupe jusqu'en 1924. Il continue également de superviser la rédaction du *Nouveau Rhin français* qui rencontre des difficultés les années suivantes et dont le dernier numéro paraît le 14 août 1923. Ne se représentant pas à sa succession, Émile Wetterlé se retire de la vie politique à la fin de son mandat parlementaire. Il décède le 24 juillet 1931 lors de vacances passées à Ouchy, à proximité de Lausanne.

Retranscription d'un article de presse (*Le Nouveau Rhin français* du 20 juin 1919, n° 141, p. 1, « Le traité de paix », éditorial).

LE TRAITÉ DE PAIX

« La critique est aisée et l'art est difficile », disait, il y a déjà deux siècles, le poète. Nombreux sont, encore aujourd'hui, ceux qui, sans se rendre un compte exact des difficultés énormes qu'il a fallu surmonter, sont prêts à critiquer le traité de paix qu'ils trouvent trop miséricordieux à l'endroit des vaincus.

Hélas ! si les gouvernements alliés avaient pendant la guerre fait preuve d'une égale décision et d'une égale endurance, il devait fatalement au moment où ils abordèrent la discussion des préliminaires de paix, se produire entre eux de graves divergences de vues. Ils avaient tous un égal intérêt à battre l'Allemagne, ils n'avaient plus les mêmes raisons de se garder contre une agression nouvelle et de punir le coupable. L'Amérique est si loin de l'Allemagne impérialiste ! L'Angleterre, elle, fidèle à sa politique séculaire, redoute surtout que, sur le continent, un impérialisme en remplace un autre. M. Wilson pouvait donc se livrer à ses spéculations d'ordre doctrinaire, tandis que M. Lloyd George s'appliquait surtout à ne pas trop fortifier la situation de la France.

M. Clemenceau s'est vigoureusement défendu contre le dogmatisme du président des États-Unis et contre les scrupules d'ordre moins idéal du Premier [ministre] anglais. S'il n'a pas réussi à en triompher, du moins faut-il lui reconnaître l'incontestable mérite d'avoir obtenu, malgré toutes les oppositions, des résultats très appréciables. La paix qu'il nous donne ne répond certes pas à ce que nous espérions, elle nous offre cependant des garanties suffisantes et des réparations appréciables.

Faisons le compte de ce que perd l'Allemagne :

Toute sa flotte de guerre ;

Presque toute sa flotte marchande ;

Toutes ses colonies ;

Toutes ses propriétés et toutes ses concessions en pays étranger, abstraction faite de celles du Chili et de l'Argentine ;

Toute l'Alsace-Lorraine, toutes les provinces polonaises, une partie du Schleswig-Holstein, sans compter l'occupation temporaire de la rive gauche du Rhin par les troupes alliées.

De plus, gardant le poids de ses emprunts de guerre, elle s'engage à verser des indemnités, dont le montant global atteindra certainement 200 à 250 milliards.

De son armée il ne restera, dans un an, que 100 000 hommes, tous recrutés par engagements et militaires de profession (12 ans de présence sous les drapeaux). On ne lui laissera qu'un nombre limité de fusils, de mitrailleuses, de canons et d'avions (le traité en énumère le chiffre). Elle devra livrer tous ses autres approvisionnements de guerre aux Alliés.

Que reste-t-il, dès lors, de l'ancienne splendeur et de la prodigieuse prospérité de l'empire des Hohenzollern ? Comment ce pays, atteint si durement et dans son prestige et dans sa richesse, pourra-t-il se relever ?

Sans doute l'exclusion des Allemands de la Société des Nations n'aura qu'un temps. Encore, avant d'y être admise, la République germanique devra-t-elle donner des preuves de sagesse.

Voilà où la mégalomanie allemande a conduit le peuple de proie. La banqueroute de l'impérialisme prussien est donc complète. Plût au ciel que les vainqueurs n'eussent pas, eux aussi, à payer, en grande partie, les frais de cette sinistre aventure ! Heureusement que plaie d'argent est toujours guérissable.

Tel qu'il se présente à nous, le traité nous donne donc une satisfaction relative. Étant donné les circonstances dans lesquelles il a été conclu, il ne pouvait pas être meilleur. On aurait tort cependant de nous le représenter comme une capitulation de la justice devant l'intrigue. Il affirme au contraire la victoire du droit et nous assure contre les retours agressifs de la barbarie. N'oublions pas cependant que les traités ne valent que par l'esprit qui préside à leur application et que la théorie de M. de Bethmann-Hollweg sur « le chiffon de papier » a toujours trouvé et trouvera toujours de l'autre côté du Rhin, de fervents admirateurs.

Bibliographie

- BAECHLER Christian, « L'abbé Wetterlé, un prêtre patriote et libéral, 1861-1931 », in: Société d'histoire de l'Église d'Alsace, *Archives de l'Église d'Alsace* 1986, Haguenau/Rixheim, 1986, p. 243-286.
- BAECHLER Christian, *Le parti catholique alsacien, 1890-1939: Du Reichsland à la République jacobine*, Paris, 1982.
- BARIÉTY Jacques, « L'administration des territoires rhénans occupés pendant la période de l'armistice: 11 novembre 1918-18 juin 1919 », *Travaux et Recherches* 1973/2 (*Publications du Centre de recherches Relations internationales de l'université de Metz*), Metz, 1974, p. 59-78.
- BARIÉTY Jacques, « Le Comité d'études du Quai d'Orsay et la frontière rhénane (1917-1919) », in: Christian BAECHLER et Carole FINK, *L'établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales*, Actes des colloques de Strasbourg et de Montréal, juin et septembre 1995, Berne/Berlin/New York, Peter Lang, 1996, p. 251-262.
- CHÂTELLIER Jacques et Monique MOMBERT, *La presse en Alsace au xx^e siècle: témoin, acteur, enjeu*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2002.
- GRANDHOMME Jean-Noël, « Le retour de l'Alsace-Lorraine », *L'Histoire*, n° 336, novembre 2008, p. 60-63.
- Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace et Jean-Pierre KINTZ, *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, n° 39 à 42, Wa-Zys, Gresswiller, 2002.
- L'HUILLIER Fernand, « Le mythe français du Rhin, 1918-1923 », in: Christian BAECHLER et Carole FINK, *L'établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales*, op. cit., p. 263-279.
- LOWCZYK Olivier, « L'historien et le diplomate en 1919: l'usage des sciences historiques dans la négociation pour les frontières de la France », *Guerres mondiales et conflits contemporains: revue d'histoire*, 236/4 (2009), p. 27-44.
- MIQUEL Pierre, *La paix de Versailles et l'opinion publique française*, Paris, Flammarion (Nouvelle bibliothèque scientifique), 1972.
- SCHMAUCH Joseph, « Préparer la réintégration des provinces perdues: la conférence d'Alsace-Lorraine et les services d'Alsace-Lorraine à Paris », in: Jean-Noël GRANDHOMME, *Boches ou tricolores? Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande guerre*, La Nuée Bleue, 2008.
- SCHÖTTLER Peter, « Le Rhin comme enjeu historiographique dans l'entre-deux-guerres. Vers une histoire des mentalités frontalières », *Genèses*, n° 14, 1994, p. 63-82.

L'abbé Wetterlé:
sortie de l'église
Notre-Dame,
Paris, Agence
photographique
Meurisse, 1919,
photographie
en noir & blanc,
13 x 18 cm
(BnF, département
Estampes et
photographies,
Paris).

Les prétentions françaises à l'issue de la Grande Guerre

Résumé

Devant la Conférence de la Paix qui s'ouvre à Paris en janvier 1919, la délégation française dévoile ses revendications : elle souhaite principalement le retour de l'Alsace-Lorraine. Ses demandes portent également sur le sort de la Rhénanie. Les représentants français espèrent voir la rive gauche du Rhin former un État indépendant de l'Allemagne, mais placé sous l'influence politique et militaire de la France afin que ce territoire constitue une zone tampon entre le Reich et l'Europe occidentale. Quelques semaines avant le début des négociations de paix, le prêtre alsacien Émile Wetterlé fonde à Colmar un journal catholique et patriotique intitulé Le Rhin français. Son objectif est d'apporter un soutien visible aux diplomates français et de convaincre ses lecteurs de la nécessité que représente selon lui cette « question rhénane » pour la paix en Europe. Toutefois, les alliés de la France rejettent cette revendication et le traité de Versailles signé le 28 juin 1919 ne prévoit qu'une occupation militaire temporaire de la Rhénanie. Il s'agit à travers cet article d'étudier le point de vue d'une personnalité alsacienne sur cette éphémère question du « Rhin français ».

Zusammenfassung

Während der Pariser Friedenskonferenz, die im Januar 1919 eröffnet wurde, verlangte die französische Regierung die Rückgabe von Elsass-Lothringen und die Gründung eines Pufferstaats auf dem linken Rheinufer unter dem Einfluss Frankreichs, um Deutschland zu dämpfen. Bei diesen diplomatischen Verhandlungen in Paris, gründete der elsässische Pfarrer Emil Wetterlé in Colmar die katholische und patriotische Tageszeitung Le Rhin français (Der französische Rhein), dessen Ziel die Forderungen im Rheinland zu rechtfertigen war. Allerdings waren diese Projekte allmählich aufgegeben worden und der Versailler Vertrag vom 28. Juni 1919 sah jedoch erst die vorläufige Rheinlandbesetzung vor. Es handelt sich in diesem Fachartikel um eine Analyse der Meinung eines Elsässer über die nationalistische Rheinfrage, die keine Zukunft hatte.

Abstract

At the Paris Peace Conference which opened in January 1919, the French delegation claimed the restitution of Alsace-Lorraine and hoped for the creation of a Rhenish buffer state under France's influence in order to weaken Germany. During the diplomatic talks, the Alsatian priest Émile Wetterlé founded in Colmar a patriotic and Roman Catholic newspaper which was called Le Rhin français (The French Rhine). The aim of this daily paper was to convince their readership about the necessity of the French nationalist claims on the left bank of the Rhine. However, these plans were dismissed and the Treaty of Versailles of 28 June 1919 provided only temporary occupation of the Rhineland by Allied Powers. The purpose of this study is to explore the standpoint of an Alsatian personality on the short-lived Rhine question.